



L'UNSa Justice dit « NON ! »

aux mesures anti-sociales annoncées par François BAYROU dans le cadre du PLF 2026

Les déclarations de François Bayrou le 15 juillet dernier sur la dette et le budget s'inscrivent dans une mise en scène pédagogique qui oublie l'essentiel : l'injustice profonde des choix budgétaires actuels et des dernières années.

L'UNSa Justice a dénoncé cette stratégie qui fait reposer tous les efforts sur les travailleurs et les ménages modestes.

Avec la baisse des droits sociaux, l'année blanche, la suppression des jours fériés, la monétisation de la 5^{ème} semaine de congés payés, la volonté de durcir à nouveau les modalités d'accès à l'assurance chômage, les coupes sur les postes d'agents publics, etc.

Une fois encore, ce sont les travailleurs, les retraités et les usagers des services publics qui vont payer l'addition. Ceux-là mêmes qui produisent la richesse nationale.

Pendant ce temps, les plus fortunés et les détenteurs des plus hauts revenus demeurent largement protégés. Pour les travailleurs les reculs et les efforts, c'est beaucoup et tout de suite, pour les plus hauts revenus et les grandes entreprises, c'est peu, c'est peut-être et c'est pour plus tard.

L'UNSa Justice et ses composantes sont « contre » :

- **la suppression de 2 jours fériés,**
- **le gel du point d'indice,**
- **l'augmentation mécanique et sensible de l'impôt sur le revenu dû à l'année blanche,**
- **la désindexation des retraites,**
- **les coupes budgétaires dans les services publics...**

Dans ce cadre, nous appelons l'ensemble des agents publics du ministère de la Justice à signer et relayer massivement la pétition nationale de l'intersyndicale (UNSa, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, FO, Solidaires, FSU) contre cette vision d'un budget 2026 injuste et déséquilibré !

Je dis « NON » au projet de loi de finances du gouvernement en cliquant sur le lien ci-dessous pour signer la pétition :

[Pétition · Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit ! - France · Change.org](#)

L'UNSa Justice
l'action utile !

Paris, le 25 juillet 2025

Le Secrétaire général
Jean-François FORGET